

Accord-cadre à bons de commande pour des missions de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation sur des Etablissements de Terres d'Armor Habitat

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025-0051-MCL

Date limite de remise des plis

17/07/2025 à 12:00

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

TERRES D'ARMOR HABITAT

Direction du Patrimoine

Représentant : Jean-Denis MEGE Directeur Général

Adresse :

6, rue des Lys

22440 PLOUFRAGAN

Téléphone : 02.96.62.20.90

Courriel : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh

Site internet : <https://terresdarmorhabitat.bzh/>

La personne en charge du dossier est : Service Achats Publics










■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation sur des Etablissements de Terres d'Armor Habitat**

Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation sur des Etablissements de Terres d'Armor Habitat

| Code CPV | Libellé CPV |
|------------|---|
| 71000000-8 | Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection |

■ Caractéristiques principales du contrat :

| | | |
|---|---------------------|---|
|  | Objet du contrat | Accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation sur des Etablissements de Terres d'Armor Habitat |
|  | Acheteur | TERRES D'ARMOR HABITAT |
|  | Type de contrat | Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services |
|  | Structure | Lot unique |
|  | Lieu d'exécution | Le département des Côtes d'Armor. |
|  | Durée | 12 mois - 2 reconductions - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible |
|  | Pénalités de retard | $P = V \times R / 2000$ |
|  | Variation des prix | Révisables (formule), formule $0.15 + 0.85 \times (I(m) / I(o))$ |
|  | Nature des prix | Prix unitaires |

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots.

Elle est décomposée comme suit :

| Type | Objet, délai |
|---------|---|
| Période | Période initiale, 12 mois à compter de la notification du contrat |









| Type | Objet, délai |
|---------|-----------------------|
| Période | Reconduction, 12 mois |
| Période | Reconduction, 12 mois |

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Planning prévisionnel de la consultation* :

| | | |
|--|--|----------------|
|  | Publication de la consultation | juin 2025 |
|  | Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat | juillet 2025 |
|  | Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs | juillet 2025 |
|  | Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles | septembre 2025 |
|  | Classement des offres et attribution du contrat | septembre 2025 |
|  | Information des candidats non retenus | septembre 2025 |
|  | Signature et notification du contrat | octobre 2025 |
|  | Démarrage des prestations | octobre 2025 |

**Ce planning est prévisionnel et ne saurait engager la responsabilité de l'acheteur en cas de décalage dans le temps. L'acheteur se laisse la possibilité de le modifier ou de l'ajuster si besoin.*

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de consultation (RC)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Lettre de candidature (DC1)
- BPU
- Cadre de réponse à utiliser pour le sous critère 1 (qualité et pertinence des références et composition de l'équipe) – Excel
- Cadre de réponse à utiliser pour le sous critère 2 (Proposition du mode opératoire) - word
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

L'Acte d'engagement n'est pas joint au DCE, ce document sera uniquement joint au candidat retenu, lors de la phase d'attribution.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Conditions de participation et contenu des plis :**

Exigence d'un chiffre d'affaires minimum :

Raison : Le marché s'inscrit dans le cadre d'un projet de réhabilitation de plusieurs Etablissements de Terres d'Armor Habitat.

Le groupement retenu doit être en capacité de garantir la continuité des programmes de réhabilitation, en conséquence il doit justifier d'un effectif supérieur à 2 personnes. TAH ne pourra être tributaire de la charge d'activité ou d'aléas de la part du titulaire.

Terres d'Armor Habitat impose donc un Chiffre d'Affaires minimal moyen sur les trois dernières années (2024,2023,2022) de 300 000 euros qui correspond à celui du mandataire et de tous ses cotraitants hors sous-traitants afin de s'assurer qu'elle possède ces capacités.

Si la candidature des groupements n'atteint pas ce chiffre d'affaires minimal, selon les règles ci-dessus, elle sera déclarée non conforme, et ne sera donc pas analysée.

■ **Réponse et groupement :**

Le groupement conjoint avec mandataire solidaire est imposé après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

Le mandataire est soit un bureau d'étude de maîtrise d'œuvre soit un architecte diplômé

■ **Compétences attendus :**

Le groupement aura à minima les compétences :

- Economie de la construction
- Architecte
- Amiante
- Moe d'Exe
- OPC

Le mandataire n'est pas obligé de faire appel à des BET indépendants s'il dispose des compétences en interne.

Il n'y a pas d'exclusivité pour les BET cotraitants.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

| Document | Descriptif |
|--|---|
| Situation juridique | |
| Lettre de candidature (DC1) | <i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) en pdf</i> |
| Capacité économique et financière | |
| Déclaration du candidat (DC2) | <i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) en pdf</i> |
| Capacité technique et professionnelle | |
| Qualifications professionnelles MOE | <i>Les justificatifs des qualifications des membres du groupement qui interviendront pour la réalisation du marché, accompagnés des justificatifs des capacités professionnelles et techniques : Titres d'études, Certifications, Qualification, Références, tout autre document que l'opérateur jugera utile pour faire valoir sa capacité à réaliser les prestations du marché.</i> |

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

| Document | Descriptif |
|---|--|
| BPU | <i>Bordereau de prix unitaire</i> |
| Cadre de réponse – Sous critère 1 - excel | <i>Cadre de réponse</i> <i>A utiliser pour le sous critère 1 (qualité et pertinence des références et composition de l'équipe)</i> <i>3 références avec présentation graphique de l'architecte (même s'il n'est pas mandataire) onglet C2.1 C2.2 C2.3</i> <i>3 références par BE</i> <i>Pour chaque référence présentée, les informations devront être les suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> - l'intitulé de l'opération - le nom du maître d'ouvrage - le montage d'opération (marché MOE loi MOP ou accord-cadre ...) - les caractéristiques principales du projet - la mission du candidat - le montant global de l'opération avec le coût de la surface habitable |

| Document | Descriptif |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - les contraintes liées au programme - un aperçu du projet - le délai de réalisation et la date de livraison <p>Cadre de réponse onglet C1.1 à C.2.3</p> |
| Cadre de mémoire technique – Sous critère 2 - word | <p>Cadre de mémoire technique</p> <p>A utiliser pour le sous-critère 2 :</p> <p><i>Une proposition de mode opératoire explicite sur le souhait du maître d'ouvrage de procéder au remplacement de menuiseries extérieures ou les joints des fenêtres sont amiantés et ce en réduisant au maximum la durée d'intervention par logement.</i></p> <p>Maximum de 2 pages recto A3 pdf - hors page de garde - les pages au-delà ne seront pas analysées - écriture mini arial 10.</p> |

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalys.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

TERRES D'ARMOR HABITAT
Service Achats Publics Responsables
6 rue des Lys
22440 PLOUFRAGAN
Contact : Mégalis Bretagne
Courriel : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les

candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

■ **Modification du groupement :**

Le candidat peut demander à l'acheteur au cours de la consultation et avant signature du contrat, l'autorisation de se constituer en groupement ou de modifier la composition de son groupement. Cette autorisation est accordée par l'acheteur sous réserve que le groupement présente les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles requises, ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective.

■ **Régularisation des propositions :**

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération | Descriptif |
|-------------------------------|---|
| 1. Capacités financières | Terres d'Armor Habitat impose donc un Chiffre d'Affaires minimal moyen sur les trois dernières années (2024,2023,2022) de 300 0000 d'euros qui correspond à celui du mandataire et de tous ses cotraitants hors sous-traitants afin de s'assurer qu'elle possède ces capacités. |
| 2. Capacités professionnelles | Capacités professionnelles |
| 3. Capacités techniques | Capacités techniques |

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération | Descriptif |
|---|--|
| 1. Prix (60 %) | Méthode de notation : Note maximale x (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre analysée) Sur la base d'un DQE masqué. |
| 2. Valeur technique MOE (40 %) | |
| - Sous-critère 1 : Qualité et pertinence des références et composition de l'équipe (20 %) | Qualité et pertinence des références présentées Uniquement sur la base du cadre de réponse excel : 3 références avec présentation graphique de l'architecte (même s'il n'est pas mandataire) onglet C2.1 C2.2 C2.3 3 références par BE Pour chaque référence présentée, les informations devront être les suivantes : - l'intitulé de l'opération - le nom du maître d'ouvrage - le montage d'opération (marché MOE loi MOP ou accord-cadre ...) - les caractéristiques principales du projet - la mission du candidat - le montant global de l'opération avec le coût de la surface habitable - les contraintes liées au programme - un aperçu du projet - le délai de réalisation et la date de livraison Cadre de réponse onglet C1.1 à C.2.3 |
| - Sous-critère 2 : Proposition de mode opératoire (20 %) | Une proposition de mode opératoire explicite sur le souhait du maître d'ouvrage de procéder au remplacement de menuiseries extérieures ou les joints des fenêtres sont amiantés et ce en réduisant au maximum la durée d'intervention par logement. Uniquement sur la base du cadre de mémoire technique : Maximum de 2 pages recto A3 pdf - hors page de garde - les pages au-delà ne seront pas analysées - écriture mini arial 10. |

Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

| | |
|--------------------------|--|
| Offre hors délai | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation. |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est |

| Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants : | |
|---|--|
| | rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur. |
| Offre inappropriée | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur. |
| Offre irrégulière | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation ou négociation par l'acheteur. |
| Offre inacceptable | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande de négociation. |

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (entretien, téléphone, courriel, auditions, etc.). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

| Document | Descriptif |
|----------------------------------|---|
| Acte d'engagement | Acte d'engagement signé |
| Attestation d'assurance | Attestation d'assurance professionnelle en cours de validité |
| Certificat de régularité fiscale | Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales (de moins de 12 mois) |
| Certificat de régularité sociale | Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise (Pro BTP, CI BTP, CNETP, MSA...), de moins de 6 mois |
| Extrait KBIS | A remplacer par le n° unique d'identification de l'entreprise délivré par l'INSEE. |
| Pouvoir de signature | Preuve de la capacité du signataire à engager l'entreprise (délégation de signature...) |
| RIB | RIB |

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide. En cas d'empêchement, écrire à : service.marches@terresdarmorhabitat.bzh

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Télécopie : 02 99 63 56 84
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@tah.bzh ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021](#)